

Entretien avec Mohamed TALBI

Mohamed Talbi, nous a quittés ce 1^{er} mai 2017. À cette occasion, nous publions un entretien inédit, réalisé par Kmar Bendana en 1997 et dans lequel le célèbre penseur tunisien revient sur l'historique des *Cahiers de Tunisie*.



© Wikipédia.

Votre nom apparaît pour la première fois dans *Les Cahiers de Tunisie* en 1956, en tant qu'auteur d'un article. Vous souvenez-vous des circonstances et des détails de ce début ?

Mohamed Talbi : 1956, année de l'indépendance, a été également pour moi l'année de mon retour en Tunisie. J'y avais enseigné auparavant, de manière discontinue, comme instituteur puis

comme professeur du secondaire. En 1947, je suis parti en France, pour préparer une licence. Revenu à Tunis en 1949, pour des raisons financières, j'ai enseigné dans le secondaire. À la même époque, avec la création de l'Institut des Hautes Études, présidé par Jean Roche, et dirigé en fait par Pierre Marthelot, j'ai été amené à dispenser des cours dans cet Institut. J'ai ainsi fait connaissance avec Pierre Marthelot et, par la même occasion, avec

Les Cahiers de Tunisie. Ce fut, en quelque sorte, mes débuts dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. Auparavant j'avais écrit dans *Arabica*, revue publiée en France et dirigée par Lévy-Provencal, mon directeur de thèse.

J'étais entré en contact avec le Secrétaire général des *Cahiers de Tunisie*, Jean Pignon, un homme de qualité, d'une très grande ouverture et qui aimait la Tunisie. Il était l'un des Français libéraux les plus engagés dans une voie de collaboration et d'amitié avec les Tunisiens. Chez lui comme chez Pierre Marthelot il n'y avait rien du colonisateur tel qu'on se le représente habituellement.

Alors que le marxisme était à l'apogée de son audience, Pierre Marthelot était de gauche mais non marxiste, caractéristique rare à l'époque. Ses convictions étaient celles d'un chrétien libéral. Une amitié est née entre nous. Nous étions liés également à un autre chrétien libéral, Hédi-Roger Idriss, français fidèle à ses origines tunisiennes, qui préparait sa thèse sur les Zirides. Le contact avec tous ces enseignants de l'Institut des Hautes Études et collaborateurs des *Cahiers de Tunisie* résume mes débuts dans cette revue tunisienne, dirigée à ce moment-là – c'était inévitable – par des Français. Le directeur en était Jean Roche et le rédacteur en chef, Jean Pignon. Avec Jean Roche, physicien, professeur au Collège de France, j'ai conservé des liens d'amitié bien longtemps après son départ de Tunisie.

Dans cette mouvance, un noyau de Français libéraux recherchaient des contacts avec les Tunisiens dans une perspective favorable à l'indépendance. Celle-ci, comparée à la situation qui a prévalu en Algérie, s'est déroulée dans de bonnes conditions, sans trop de casse ni d'animosité. Durant les années 1952-1956, les chocs, quelquefois violents, étaient amortis à l'échelle de l'Université, où les rapports restaient cordiaux...

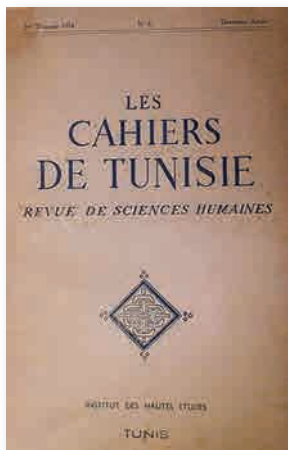
Hommage à Mohamed Talbi

K.B. : Est-ce vous qui avez eu l'initiative de votre premier article ou vous l'a-t-on demandé ?

M.T. : Il m'a été suggéré à l'occasion d'un colloque sur l'armée, organisé par André Martel, auteur d'une thèse sur la Tunisie, et spécialiste d'histoire militaire. Dans le cadre de cette rencontre, j'ai traité de l'armée à partir de l'exploitation de certaines sources manuscrites disponibles à la bibliothèque *Al Abdilliya*, qui dépendait alors de la Mosquée de la Zitouna et était installée à proximité de celle-ci.

K.B. : Comment ont évolué vos rapports avec l'équipe qui animait *Les Cahiers de Tunisie* à leurs débuts ?

M.T. : J'ai dû quitter cette équipe pour repartir en France à la fin de l'année 1956. Je voulais consacrer davantage de temps à ma thèse et aux recherches de documentation, travailler sur des textes que je trouvais difficilement en Tunisie et qui étaient disponibles à la Bibliothèque Nationale à Paris.



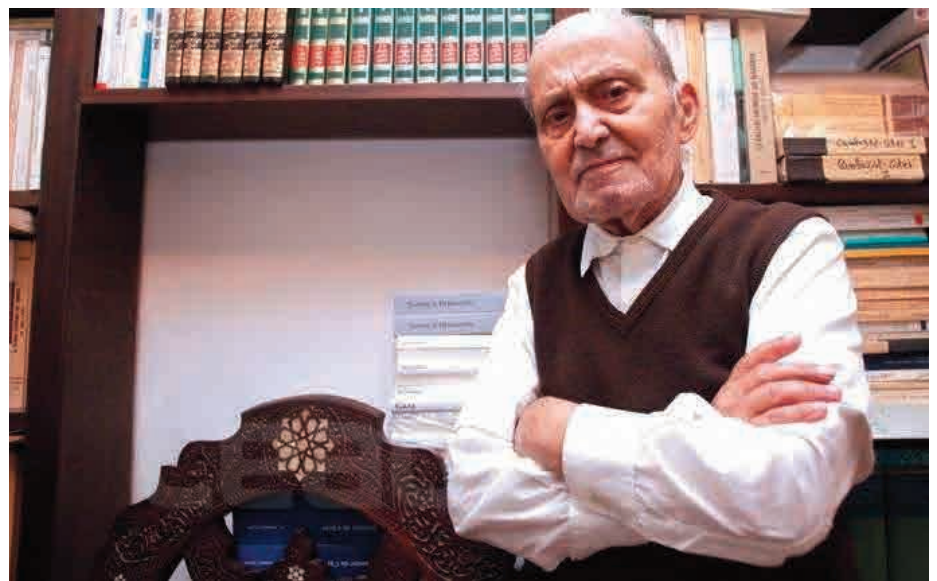
K.B. : Vous avez cependant produit des notes de lecture pour les livraisons de 1958, 1959, 1960.

M.T. : En effet, je suis revenu en Tunisie en 1958, au moment de la création de l'Ecole Normale Supérieure de Tunis. Ahmed Abdessalem, le fondateur de l'Université de Tunis et de cette école, était un ami de longue date. Il m'a demandé d'y enseigner, ce que j'ai fait tout en continuant à collaborer avec *Les Cahiers de Tunisie*. Mais, en 1962, je suis reparti à Paris où j'ai dirigé la Maison de Tunisie, tout en achevant et en soutenant ma thèse. En 1966, j'étais de retour en Tunisie.

K.B. : Vous avez pris la direction des *Cahiers de Tunisie* en 1969. Avec vous s'est constitué un véritable comité de rédaction. Comment fonctionnait alors la revue avec ce comité de rédaction ?

M.T. : Si mes souvenirs sont exacts, j'ai collaboré avec la revue, dès 1966. Un poste était vacant du fait du départ de Pierre Marthelot en 1962. Ahmed Abdessalem lui a succédé comme directeur tandis qu'André Nouschi remplaçait Jean Pignon à la rédaction.

Ahmed Abdessalem était surchargé de travail ; investi de la responsabilité de créer une Université, il ne pouvait pas consacrer tout son temps à la revue. André Nouschi, également, était absorbé par les tâches d'enseignement. Or, faire vivre une revue requiert beaucoup de dynamisme : programmer des articles, solliciter des auteurs, sélectionner les textes dans le souci de maintenir un certain niveau. La revue ne paraissait plus que par intermittence. Pour assurer la continuité, on publiait des numéros doubles, triples ou



© leaders.com.tn.

K.B. : Vous avez donc connu plusieurs rédacteurs en chef. Le premier fut Paul Sebag.

M.T. : Paul Sebag a joué un rôle primordial dans le sauvetage des *Cahiers de Tunisie*. Lorsque nous l'avons prise en main, elle était agonisante, pour de multiples raisons. L'équipe qui l'avait animée à ses débuts n'était plus là. En outre, il y avait alors pénurie d'articles. L'Université de Tunis venait juste d'être créée et les collaborateurs susceptibles de nourrir scientifiquement une revue étaient peu nombreux. *Les Cahiers de Tunisie* avaient déjà accueilli beaucoup d'articles d'enseignants étrangers. Dans le creux de la vague, il fallait quelqu'un pour dynamiser la revue. Ahmed Abdessalem a pris la relève de Pierre Marthelot en 1961 et André Nouschi a remplacé Jean Pignon en qualité de rédacteur en chef. Mais

quadruples, souvent peu volumineux. On a eu recours à des « réimpressions ». On essayait de faire l'impossible pour que la revue ne meure pas. Le résultat a été atteint, on a sauvé la revue.

K.B. : Comment avez-vous procédé ?

M.T. : Nous nous sommes livrés à un travail de redressement, pour lequel Paul Sebag a joué un rôle capital. Cet homme extraordinaire d'érudition, qui aspirait à la plus grande perfection, n'a malheureusement jamais publié sa thèse. Sociologue apprécié de ses nombreux amis tunisiens et français, il a produit un grand nombre d'articles sur Tunis. Grâce à son dynamisme et à son dévouement – et à ceux de son épouse qui corrigeait toutes les épreuves et mettait au point les tables analytiques – nous sommes arrivés à faire renaître une revue de qualité, avec un

minimum d'imperfections techniques. Progressivement, nous avons réussi à multiplier le nombre de nos collaborateurs et à recevoir de nombreux articles qui venaient de toute part. Sur l'initiative de Paul Sebag, on a également reproduit dans chaque numéro des *Cahiers de Tunisie* un article ancien, de très grande qualité, ou devenu introuvable.

K.B. : C'est la rubrique "Réimpressions". Pourquoi a-t-elle été interrompue en 1980 ?

M.T. : On en a beaucoup parlé au sein du comité de rédaction. Elle a été suspendue parce qu'elle exigeait de trouver des articles. Cela nécessitait un travail de prospection et de recherche extrêmement long et difficile. Le dévouement des débuts a fait place à la lassitude. On a dû renoncer à cette activité qui relevait plus ou moins de la documentation que de la recherche.

K.B. : Puisque nous parlons des rubriques, expliquez-nous comment se préparait la chronique scientifique, qui a été très riche et très suivie.

M.T. : Dès le départ, sous l'impulsion de Paul Sebag, nous avons considéré que cette chronique scientifique était capitale. Nous en avons débattu au sein du comité qui était désigné par le comité scientifique de la Faculté. Nous avons pensé qu'une

revue comme *Les Cahiers de Tunisie*, pour prétendre tenir sa place dans le monde scientifique, devait proposer non seulement des articles de fond mais également des comptes rendus d'ouvrages de qualité. Le public auquel nous nous adressions était légitimement désireux de se tenir informé sur les publications les plus importantes dans les domaines d'intérêt des *Cahiers de Tunisie*. Cela a nécessité un investissement dans la mesure où les services de presse étaient tributaires de l'image et de la réputation de la revue chez les maisons d'édition. Paul Sebag a fourni en ce domaine un travail considérable. Par ailleurs, nous avons mis en place des formules d'échange des *Cahiers de Tunisie* avec d'autres revues. Tout cela a fait l'objet de débats au sein du comité de rédaction.

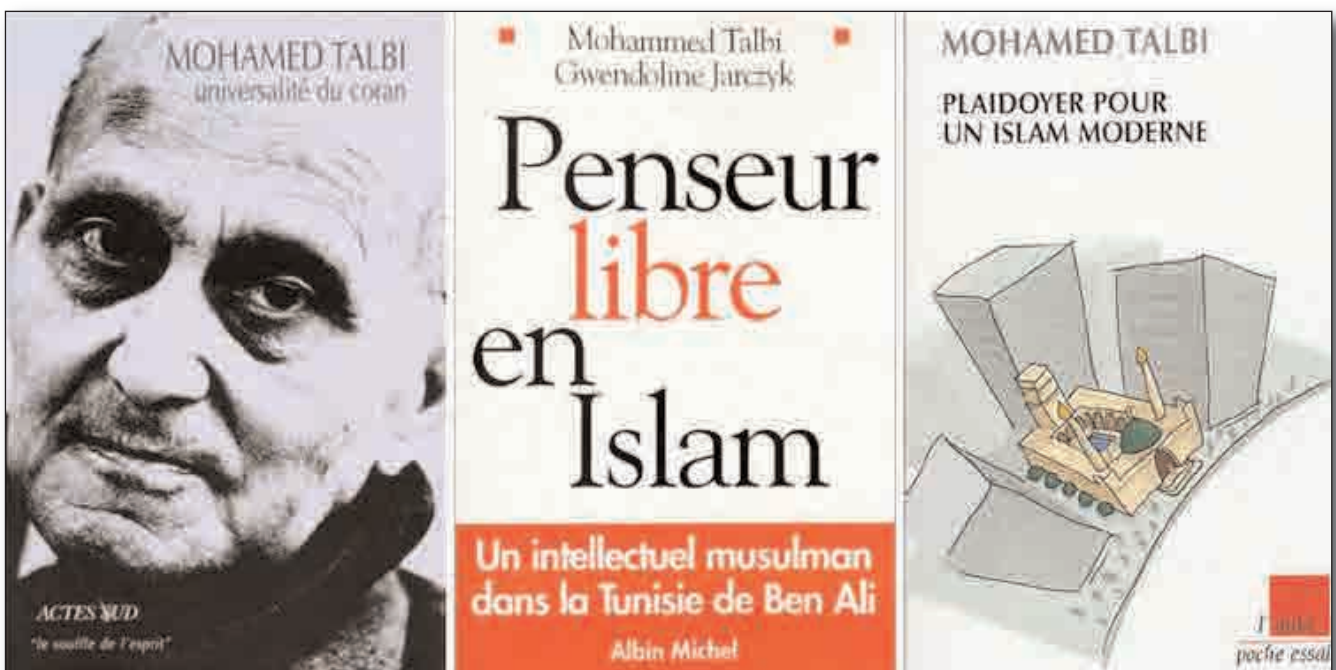
K.B. : Comment se passaient les réunions du comité de rédaction ?

M.T. : On se réunissait souvent, parfois toutes les semaines, pour trouver les moyens de rendre à la revue sa place. Peu à peu, nous avons reçu en grand nombre, des ouvrages pour compte rendu. Certains numéros des *Cahiers de Tunisie* rendent compte de la place de plus en plus importante de cette rubrique. Les ouvrages recensés couvraient les sciences humaines (géographie, histoire, sociologie), vecteur choisi par

Les Cahiers de Tunisie. Avec la multiplication des ouvrages devant faire l'objet de comptes rendus, s'est posé le problème de leur distribution. Certains livres étaient très demandés alors que d'autres ne trouvaient pas preneurs. Dans certains cas, nous choissions nous-mêmes, au sein du comité, le collègue auquel nous confierions l'ouvrage.

K.B. : Même quand ce collègue ne faisait pas partie du comité de rédaction ?

M.T. : Oui. Les membres du comité rédigeaient des comptes rendus. Comme ils étaient les premiers à voir les ouvrages, ils pouvaient faire leur choix. Les difficultés survenaient avec les collègues extérieurs au comité. En coulisses, dans les salles des professeurs, nos critères de choix étaient critiqués. L'attribution des ouvrages entraînait des tensions entre collègues qui pouvaient aller jusqu'à l'altercation. Pour couper court aux critiques, nous avons distribué à tous les collègues une liste des ouvrages reçus ; ceux qui désiraient faire tel ou tel compte rendu devaient cocher la case correspondante. Cela n'a rien résolu. Pour certains ouvrages, nous recevions presque ou pas du tout de propositions, tandis que pour les plus chers, les plus beaux ou les plus intéressants, nous étions confrontés à de nombreuses demandes. Ainsi, avec un



Hommage à Mohamed Talbi

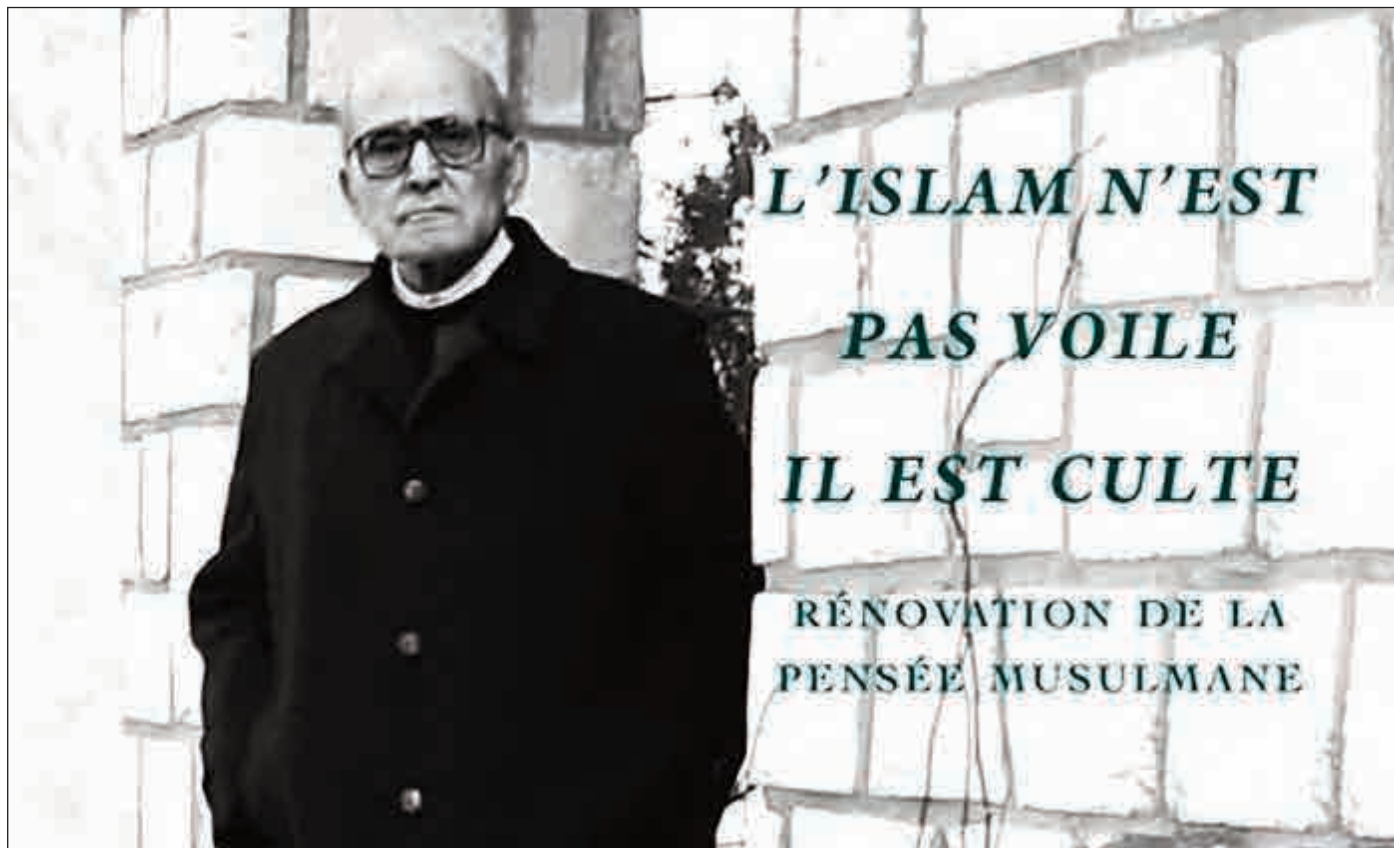
peu plus d'organisation et de démocratie, on se retrouvait devant la même difficulté. Le comité de suivi tranchait tantôt à l'unanimité, tantôt au prix de grandes tensions. On débattait très ouvertement et on parvenait toujours à une solution. On avait institué un registre de procès-verbaux des débats, à la demande de nombreux collègues.

K.B. : La chronique scientifique était donc une responsabilité consciemment remplie par tous les membres du comité. Et la rubrique « Réimpressions » ?

M.T. : C'était une initiative de Paul Sebag, de même que la rubrique « État des travaux et des recherches », dont je déplore la disparition. Quelquefois, nous

l'eau, etc... Petit à petit, la place des *varia* devient plus importante. Puis on en vient à la publication de colloques.

M.T. : C'est vrai. Tout cela était le fruit des débats de l'ensemble de la rédaction. Nous avions eu l'ambition de réaliser des numéros sur des sujets déterminés afin de susciter des recherches, impulser celles-ci plutôt que de subir, en ordre dispersé, les



© leaders.com.

K.B. : Peut-on prendre connaissance de ce registre ?

M.T. : À vrai dire, je crois qu'il ne s'agissait pas d'un registre mais plutôt de procès-verbaux sur papier libre, distribués aux collègues. Je regrette de ne pas les avoir conservés. Les séances de ce comité étaient très animées. Parfois des discussions acides opposaient Paul Sebag et Béchir Tlili. Ce dernier, homme très dévoué décédé en 1986, était très vif dans ses réactions. Ce n'est pas un hasard s'il a succédé à Paul Sebag. Tous deux étaient tellement préoccupés par la revue qu'il pouvait y avoir des frictions.

preuven des décisions bonnes dans l'absolu mais très difficiles à réaliser. En particulier pour cette rubrique, nous nous heurtions à la difficulté d'alimenter régulièrement une information sur la vie scientifique. Paul Sebag s'est beaucoup donné à ce genre de tâches qui nécessitent érudition, méthode, esprit de suite... C'était essentiel mais cela dépassait nos moyens.

K.B. : Au cours des dix premières années, on remarque une tendance à concevoir des numéros autour de thèmes assez vastes : la numismatique,

propositions des uns et des autres. Mais cette ambition s'est avérée excessive par rapport aux moyens qui s'offraient.

K.B. : Les moyens du comité ou le paysage de la recherche ?

M.T. : Par rapport aux deux... Chaque thème exigeait de disposer de spécialistes en nombre suffisant et qui acceptent de produire pour la revue un article sur commande. Pour nourrir des numéros différents et pointus, il était aussi difficile de trouver les spécialistes, de les persuader de participer. Nous y avons quelquefois réussi mais nous avons dû renoncer à une

entreprise au-dessus de nos moyens. Notre université était trop petite, et nous avions vu trop grand pour ses débuts. Cette formule serait plus réalisable aujourd'hui. Nous avons maintenant plusieurs universités et disposons de spécialistes dans de nombreux domaines des sciences sociales. De plus, la revue s'est ouverte sur d'autres disciplines, comme, par exemple, la philosophie, qui n'étaient pas inscrites dans sa ligne directrice de lancement.

K.B. : Mais elle s'est fermée à la littérature qui, en revanche, figurait dans les premiers numéros.

M.T. : Oui. Aujourd'hui, les nouveaux responsables des *Cahiers de Tunisie* pourraient tenter de monter des livraisons thématiques... Mais les échos que j'en ai ne me permettent pas d'être optimiste. La revue ne dispose toujours pas d'une masse suffisante de propositions de bons articles. Les jeunes collègues sont absorbés par leurs thèses, d'autres sont sollicités à l'étranger parce qu'ils s'y sont fait connaître entre temps ; lorsqu'ils travaillent pour des colloques internationaux, leurs recherches vont *ipso facto* aux Actes de ces rencontres.

K.B. : Selon vous, la scène universitaire tunisienne serait partagée par des célébrités et des chercheurs qui achèvent leurs thèses ?

M.T. : Non. Mais l'université est quand même jeune. Le nombre d'universitaires occupés par la préparation de leur thèse est très élevé. Ceux qui ont soutenu la leur et ne sont pas trop sollicités par la recherche internationale ne sont pas nombreux. Or, ce sont ces chercheurs qui pourraient nourrir une revue d'une manière soutenue... Cependant, la revue continue et c'est là l'essentiel. Je dis toujours à mes collègues de ne pas se montrer trop exigeants, tout en évitant les publications qui n'apportent rien et porteraient tort à la revue. Il faut rechercher une ligne moyenne qui maintienne la réputation des *Cahiers de Tunisie*.

K.B. : Il y a eu, sous votre direction, des tentatives d'ouvrir *Les Cahiers de Tunisie* à l'Afrique.

M.T. : Nous avons essayé de nous ouvrir sur l'Afrique subsaharienne, le

Sénégal par exemple. Nous avions l'ambition de promouvoir la recherche africaine et d'entretenir des échanges avec l'Afrique noire pour donner davantage de rayonnement aux *Cahiers de Tunisie*. Nous souhaitons leur ouvrir un nouveau marché, leur faire une place dans les différentes universités africaines qui trouveraient ainsi dans la revue une matière les concernant. Cela n'a pas été une réussite : nous avons bien publié quelques articles de collègues de pays d'Afrique subsaharienne, mais cela n'a jamais été probant. Dans l'ensemble, je pense qu'il y a trop peu d'articles émanant de collègues européens et étrangers.

pas publier tout ce qui nous était proposé. Au prix de très sérieux ennuis, nous avons refusé des articles, demandé des corrections, relu des textes au sein d'un comité en désaccord, soumis des articles à des spécialistes extérieurs au comité voire à des collègues étrangers. Tout cela rendait délicats les débats de la rédaction des *Cahiers de Tunisie* et nous a conduits à opérer des choix. Ainsi, par exemple, après la création d'une revue littéraire à la Faculté des Lettres, nous avons décidé de ne plus publier d'articles de littérature. Nous avons agi de même, après le lancement d'une revue de géographie, qui paraît toujours.



© webdo.tn

K.B. : Dans une perspective chronologique longue, on passe d'une revue de sciences humaines (géographie, histoire, sociologie) qui touche à la littérature et à la philosophie à une revue qui les abandonne en cours de route en affermissant la place de la discipline historique. J'aimerais connaître votre sentiment à ce sujet, même *a posteriori*.

M.T. : Cette évolution est le fruit des débats au sein du comité de rédaction des *Cahiers de Tunisie*. Par souci de qualité et d'ouverture, nous cherchions à publier des textes scientifiquement valables à un niveau international, ce qui était une très grande ambition. Une revue scientifique de qualité à Oxford ou à Paris est possible, dans la mesure où le champ culturel couvert est vaste. Mais dans un pays de tradition universitaire récente, ce n'est ni évident, ni facile. Nous ne pouvions donc

K.B. : Ces décisions de publier de nouvelles revues ne découleraient-elles pas précisément du fait que certains articles ne trouvaient pas leur place dans *Les Cahiers de Tunisie* ?

M.T. : C'est possible...

K.B. : Pourtant *Les Cahiers de Tunisie* se sont posés, dès le départ, comme une revue de sciences humaines.

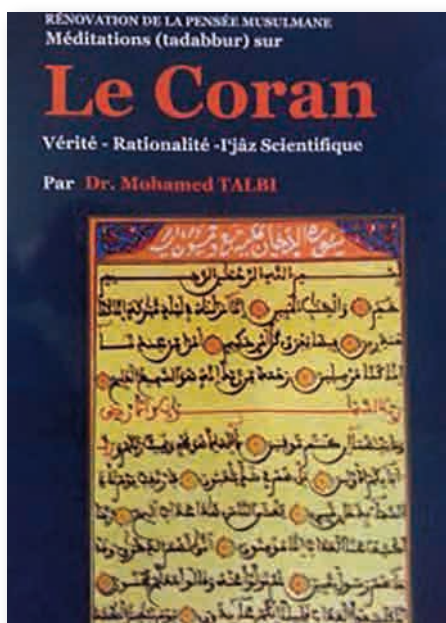
M.T. : Avec Pierre Marthelot comme géographe et Jean Pignon comme historien, il y a eu en effet une conjonction entre ces deux disciplines. Pour prendre le relais de la *Revue tunisienne*, revue de sciences humaines et en particulier, *Les Cahiers de Tunisie*, se sont définis comme une revue de géographie, d'histoire et de sociologie. Ce créneau n'a pas été toujours tenu avec rigueur. Il y a eu des tentatives vers la

Hommage à Mohamed Talbi

littérature qui touche aux sciences humaines. Cette discipline n'est pas seulement rhétorique, elle recouvre également un contenu. Il y a donc eu des flottements. Tantôt on voulait mettre l'accent sur les sciences humaines au sens strict, tantôt on pensait à une ouverture vers la philosophie... En effet, pourquoi la sociologie et non la philosophie ? Aussi avons-nous demandé à des philosophes de siéger parmi nous.

K.B. : La sociologie avait eu sa place dans la Revue Tunisienne.

M.T. : On se disait alors que la sociologie avait sa revue et son institution avec le *Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (CERES)*. En tant qu'historiens, nous avions, certes, fait partie du CERES. J'avais même été chargé d'y diriger un département d'histoire. En introduisant cette discipline au CERES et en publiant les textes relatifs à l'histoire dans les collections de ce centre, il y avait une certaine osmose.



K.B. : Quelles sont les disciplines les plus présentes dans Les Cahiers de Tunisie ?

M.T. : Cette définition disciplinaire a toujours été liée aux fluctuations de l'enseignement supérieur en Tunisie, par exemple, lorsqu'un département de psychologie et de pédagogie se crée, il y a

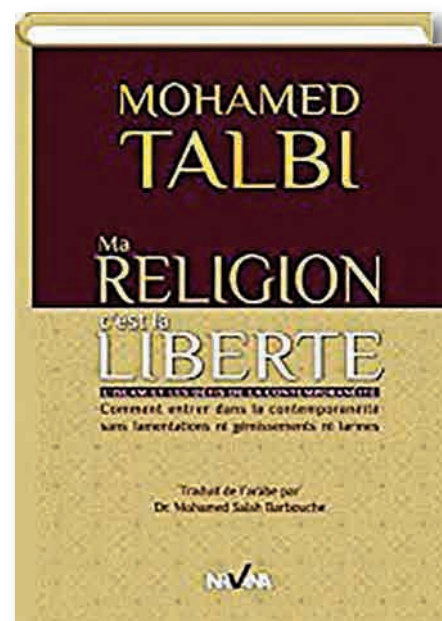
là un nouvel espace de création d'articles pour la Revue. À l'inverse, lorsque celui-ci disparaît, cet espace se rétracte. Si un institut spécialisé de pédagogie se crée ailleurs avec sa revue et ses moyens propres, nous sommes obligés de nous aligner sur cette évolution.

K.B. : Vous parlez là d'institutions créées en dehors de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Or, celle de Al Hawliyyat s'est faite au sein de cette même Faculté. Quels étaient les rapports entre Al Hawliyyat et les Cahiers de Tunisie, deux revues d'une même institution ?

M.T. : Il n'y a pas eu de problèmes. *Al Hawliyyat* publiait en arabe tandis que *Les Cahiers de Tunisie*, pendant longtemps, n'ont accepté que des articles en français, très rarement en anglais, en italien ou en espagnol. *Les Cahiers de Tunisie* avaient plus de vingt ans d'âge quand le comité de rédaction a décidé de l'arabiser et cela, en rapport avec l'enseignement : pendant longtemps, l'Université de Tunis, à l'exception de la section d'arabe, a eu recours au français comme langue d'usage. Moi-même, j'ai enseigné l'histoire en français avant de dispenser mes cours en arabe. Le premier texte en arabe est paru dans la revue en 1978.

K.B. : Êtes-vous le premier auteur tunisien à avoir publié dans Les Cahiers de Tunisie ?

M.T. : Tant que la langue française était prédominante et que nos collègues français étaient les plus nombreux, il n'y avait presque pas de contributions tunisiennes. Les articles étaient signés André Nouschi, André Martel, Jean Ganiage, Jean Pignon. L'arabisation a été discutée au sein du comité et affichée sur la couverture des *Cahiers de Tunisie* en 1978. Ce souci d'ouverture à l'arabe peut apparaître aujourd'hui comme-très tardif. Il n'en a pas moins été un sujet de débat au sein du comité, divisé à ce sujet. Nous aspirions à devenir une revue internationale et nous avons estimé que la place d'une revue en arabe venait d'être prise par *Al Hawliyyat*.



K.B. : La nouvelle revue Al Hawliyyat publiait également des articles d'histoire...

M.T. : Oui. Dans une certaine mesure, on peut dire qu'il y a eu concurrence puisque *Al Hawliyyat* ne publiait pas uniquement autour de la littérature. L'arabe leur était réservé pour ainsi dire tandis que *Les Cahiers de Tunisie* conservaient, maintenant avec le français, un profil de revue « internationale ».

K.B. : La langue d'expression des articles a-t-il été le seul critère de distinction entre Al Hawliyyat et Les Cahiers de Tunisie ?

M.T. : En principe, *Al Hawliyyat* s'occupait de littérature arabe avec un regard porté sur la « civilisation ». Or, on ne peut prétendre étudier et comprendre la civilisation sans avoir recours à l'histoire, sans aller au-delà de l'événementiel. En histoire, l'événementiel prime de moins en moins : pour *l'Ecole des Annales*, pour Fernand Braudel, le plus important réside dans les mouvements lents qui permettent de comprendre le passé. *Al Hawliyyat* et *Les Cahiers de Tunisie* avaient des points communs et des différences. Dans la première de ces revues, on ne peut pas trouver d'article sur les lainiers en Italie par exemple, tandis que la seconde ne publierait pas un article sur la philologie ou la linguistique.

K.B. : Il y a cependant eu des versions d'un même article dans les deux revues...

M.T. : Cela est arrivé parce que des collègues voulaient publier leurs textes dans les deux langues, alors que tout article se doit d'être inédit. Toutefois, cette exigence est parfois difficile à faire respecter dans les faits... La gestion au jour le jour avait ses difficultés. Il fallait accepter des compromis et le résultat se reflétait quelquefois dans l'aspect et le niveau général de la revue.

K.B. : Dans ce comité où les débats tiennent une grande place, qui s'occupait des aspects pratiques ? Qui assumait la préparation technique de la revue ?

M.T. : La fabrication des *Cahiers de Tunisie* était une source quotidienne d'ennuis et de soucis de tous genres, qu'il s'agisse des problèmes budgétaires ou des rapports avec les imprimeurs et les éditeurs. C'est l'*Imprimerie Officielle*, avec sa bureaucratie, qui nous a donné le plus de mal. Une fois le manuscrit confié à l'imprimerie, on ne savait jamais quand la revue allait paraître. Nous passions toujours après les imprimés administratifs. Le secrétaire général de la revue puis le rédacteur en chef étaient littéralement « submergés ». Il leur fallait se battre tous les jours pour que la revue soit prête dans des délais acceptables. Elle ne paraissait jamais aux dates prévues ; des retards énormes survenaient toujours au cours de cette phase technique. Paul Sebag, Béchir Tlili, Mounira Chapoutot, et d'autres rédacteurs en chef de la revue, ont beaucoup œuvré pour que la fabrication se déroule dans de bonnes conditions.

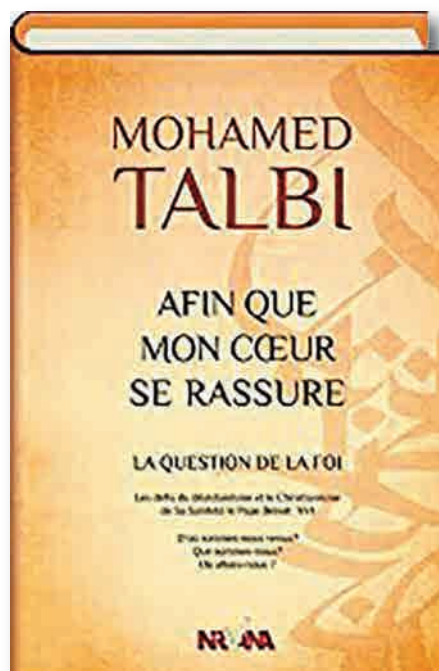
K.B. : Quand vous devenez le directeur de la revue en 1969, celle-ci change de couverture. Avez-vous gardé le souvenir de la préparation de cette couverture ?

M.T. : C'est Paul Sebag qui a suscité le changement de couverture car il estimait que « le temps du chameau était terminé ». Certes, la couverture était très belle, mais elle appartenait à une époque révolue. Pour en finir avec la vision folklorique de

l'arabe liée au chameau ou à un dessin berbère, il fallait remplacer l'ancienne couverture. Paul Sebag a contacté des dessinateurs qui nous ont proposé des maquettes puis nous avons procédé à un choix, en comité.

K.B. : Cette couverture demeurera jusqu'en 1992. A-t-il été question de la changer avant cette date ?

M.T. : Seulement quand nous avons voulu paraître dans les deux langues. Nous avons alors discuté pour que la couverture fût bilingue. Le dernier changement de 1992 est venu à point. Une revue doit évoluer dans sa présentation, sinon elle est menacée par la routine. Un effort considérable a été fourni depuis cette date pour la rénovation de l'ensemble et pour une parution sous une forme mieux adaptée au marché, aux idées actuelles etc... Il faut qu'une revue, de temps en temps, change de maquette.



K.B. : Comment jugez-vous, aujourd'hui, l'expérience des *Cahiers de Tunisie* ?

M.T. : Je pense que la revue se livre à un effort continu d'adaptation. Il faut qu'une revue soit vivante, qu'elle s'adapte. Le nouveau comité prend les initiatives nécessaires en ce domaine. La revue a actuellement un aspect plus attrayant.

K.B. : *Les Cahiers de Tunisie* nous avaient habitués à une revue d'historiens. L'orientation récente ne tente-t-elle pas de réserver une plus grande place aux autres disciplines enseignées à la Faculté ?

M.T. : Ce choix avait été opéré lorsque je dirigeais la revue. Il n'y a pas eu de virage mais un équilibrage. Nous étions déjà ouverts à des textes de philosophie, par exemple.

K.B. : Mais vous conviendrez que la place relative de l'histoire était dominante.

En effet, aujourd'hui encore, le directeur de la revue est historien, et la revue continue à privilégier l'histoire, ce qui, à mes yeux, est normal. Mais tout en continuant à le faire, elle ne veut pas s'y cantonner parce que les sciences humaines englobent d'autres disciplines que l'histoire. Par fidélité à la vocation de la revue, il faut que l'histoire ait sa part. Toutefois, *Les Cahiers de Tunisie* n'ont jamais été exclusivement une revue d'histoire, tout comme les *Annales* par exemple.

K.B. : À travers la structure du comité de rédaction et son contenu, on constate également une forte présence de la discipline historique au détriment d'autres : la psychologie, les littératures française et anglaise avaient été peu à peu réduites à la portion congrue dans les derniers numéros des *Cahiers de Tunisie*, avant le changement de 1992.

M.T. : Dès le départ, l'histoire a été une discipline dominante et elle l'est restée. Toutes les ouvertures ont cherché un équilibre en faveur d'une plus grande représentativité des autres sciences humaines, tout en gardant son importance à l'histoire.

K.B. : Est-ce pour vous lié à une corporation dominante ou est-ce un problème strictement scientifique ? La Faculté ne serait-elle pas une institution où les historiens ont une place plus importante, plus voyante ?

M.T. : Il est très difficile de distinguer entre les deux aspects, l'un scientifique et l'autre corporatif. Il est évident que dans

Hommage à Mohamed Talbi

Les Cahiers de Tunisie, l'histoire a eu une part importante dès le départ, avec Jean Pignon. Ce n'est pas un hasard si le directeur des *Cahiers de Tunisie* a toujours été par la suite un historien. On peut juger aujourd'hui que l'histoire reste envahissante dans *Les Cahiers de Tunisie*, mais c'était un choix. Je parle subjectivement : l'histoire, est, dans les sciences humaines, la discipline la plus importante. C'est mon point de vue d'historien. Un sociologue me contesterait peut-être, mais je ne peux m'empêcher de considérer que les sciences humaines sont très largement historiques, regardent vers le passé. Certes, les sciences d'actualité, comme la sociologie ou la pédagogie, ont leur importance, mais les sciences humaines prennent en charge tout le passé de l'humanité.

K.B. : Croyez-vous qu'il n'y a que les historiens qui puissent parler du passé ?

M.T. : Par définition, un historien fait de l'histoire ; il ne peut pas parler de l'actualité.

K.B. : Un philosophe aussi regarde le passé, tout comme un texte littéraire charrie une part d'histoire.

M.T. : Oui. Il y a une histoire de la philosophie mais elle n'en est qu'une petite partie. La philosophie est surtout une pensée vivante sur l'actuel. Si Michel Foucault est un grand historien, c'est parce qu'il n'est pas seulement un historien de la philosophie.

K.B. : Cela n'exclut pas que la philosophie soit représentée dans une revue comme *Les Cahiers de Tunisie*.

M.T. : Mais nous sommes ouverts à la philosophie! Nous l'avons toujours considérée comme une science humaine extrêmement importante! Elle est une réflexion vivante et actuelle sur les phénomènes humains dans leur sens le plus large. Les plus grands philosophes étaient des créateurs et non pas des historiens de la philosophie. L'histoire revendique pour elle tout ce qui s'inscrit dans le passé, y compris la philosophie. L'histoire des idées est une part extrêmement importante de l'histoire. Les historiens qui ont étudié l'histoire de la pensée font peut-être concurrence aux philosophes lorsque ces derniers se font historiens : la pensée de Spinoza, par exemple, fait partie du passé. Elle tombe *ipso facto* dans le domaine de l'histoire et le philosophe qui étudie des idées du passé se fait malgré lui historien. De même, il

y a des domaines communs entre l'histoire et la démographie, lorsqu'il s'agit de démographie historique. L'historien est toujours amené à chasser sur le territoire d'autres disciplines, c'est inévitable.

K.B. : Pensez-vous que *Les Cahiers de Tunisie* doivent refléter la recherche, en particulier dans les relations qui régissent les différentes disciplines entre elles, quitte à ce que certaines prennent plus de place que d'autres ?

M.T. : Si les collègues qui prennent actuellement en charge la revue me demandaient mon avis, je leur dirais que *Les Cahiers de Tunisie* ont un devoir, celui d'être dynamiquement fidèles à leurs origines : que la revue ne néglige jamais l'histoire et pas seulement l'histoire événementielle, mais également celle des idées et des institutions, de la civilisation et de la pensée humaine. À mon avis, mais ce n'est peut-être pas celui des dirigeants actuels, il faut « naviguer » avec cette revue, de telle sorte qu'elle puisse retrouver son impulsion première : celle d'une revue de sciences humaines où l'histoire occupe une place extrêmement importante, sinon prédominante.

Kmar Bendana

